



23 Novembre 2015

Communiqué de presse: L'accapement de terres et la bonne gouvernance sont débattus dans le cadre d'une conférence panafricaine exceptionnelle commençant aujourd'hui, à quelque jours de la visite du Pape en Afrique

La conférence offrira notamment un état des lieux de l'accapement de terres en Afrique, des études de cas de résistances contre l'accapement de terre ainsi que les réponses apportées par l'Église et son engagement croissant sur cette problématique.



Land of Gassol community that have been allocated to Dominion Farms in Nigeria. Photo by CEED

L'accapement de terres est un problème frappant l'ensemble de l'Afrique et qui requiert une sérieuse attention au vu de son impact négatif sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des communautés affectées. L'accapement de terres est déjà responsable de l'éviction de leurs terres de centaines de milliers de personnes, les coupants des ressources naturelles dont ils dépendaient et menaçant leur moyens de subsistance.

L'accapement de terres et la gouvernance sont des problématiques qui constituent de réelles menaces pour la souveraineté alimentaire. Celle-ci seront au centre des discussions tout au long de la conférence « accapement de terres et la promotion de la bonne gouvernance en Afrique » qui s'ouvre aujourd'hui à Nairobi, Kenya. Celle-ci est organisée par [SCEAM](#) (Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar) avec la collaboration d'[AEFJN](#) (Africa Europe Faith and Justice Network), [AFJN](#) (Africa Faith & Justice Network) ainsi que de la [CIDSE](#) (alliance internationale d'agences de développement catholiques). Cet événement rassemblera environ 150 participants d'Afrique et du monde entier, y compris de nombreuses personnes impliquées dans la lutte contre l'accapement de terres.

L'accapement de terres est souvent décrit comme l'acquisition par des multinationales, des gouvernements ou des individus de grandes surfaces de terre dans des pays en voie de développement. Suite à la crise alimentaire de 2008, ce type de transactions a fortement augmenté, cette dernière ayant incité les investisseurs à s'intéresser aux potentielles transactions foncières qu'ils pouvaient réaliser dans les pays du sud



– et particulièrement en Afrique – en vue d’y produire des aliments et des agrocarburants destinés à l’export et au marché international. De grandes superficies de terres ont aussi été achetées à des fins spéculatives.

Parmi les études de cas qui seront présentées durant la conférence on compte celle de Senhuile SA – un projet Italien – qui a loué 20.000 hectares de terres de la réserve de Ndiaël au Sénégal. Ces terres étaient utilisées depuis des décennies par une quarantaine de villages de la région. Depuis les villageois sont en conflit continu avec l’entreprise et désirent voir ce projet annulé. Le cas d’agriculteurs Nigériens et Kenyans qui se sont vus forcés de quitter les terres qu’ils occupaient depuis de nombreuses générations afin que la compagnie américaine Dominion Farms y développe des rizières sera aussi discuté. D’autres cas impliquant les investissements fonciers de Bolloré en Côte d’Ivoire, au Cameroun au Liberia ainsi qu’au Sierra Leone de même que des cas issus du Mozambique, de la République démocratique du Congo seront aussi abordés.

Cette conférence se tient quelques jours avant la visite du Pape François au Kenya, en Ouganda et en République Centrafricaine. Le Pape a déjà partagé sa grande préoccupation au sujet de l’accaparement des terres. Dans un discours prononcé à Rome en Juin 2015 devant l’organisation des Nations-Unies pour l’agriculture et l’alimentation (FAO), le Pape François a affirmé que « l’accaparement des terres cultivables par des entreprises transnationales et par des États est une cause croissante de préoccupation. Non seulement les agriculteurs sont privés d’un bien essentiel, mais en outre la souveraineté des pays est directement atteinte ». Le Saint-Père a également souligné le fait qu’il existe déjà de « nombreuses les régions où les denrées alimentaires qui sont produites vont à des pays étrangers et où la population locale s’appauvrit doublement car elle n’a ni nourriture ni terres ».

Les dangers de l’accaparement de terre ont également été exposés dans l’encyclique du Pape « Laudato Si ». Dans celle-ci le Pape y dénonce une approche du foncier basée sur l’exploitation tout en rappelant que « pour les populations indigènes, la terre n’est pas un bien économique mais un don de Dieu et de ses ancêtres qui y reposent, un espace sacré avec lequel elles doivent interagir pour soutenir leur identité et leurs valeurs. Quand elles restent sur leurs territoires, ce sont précisément elles qui les préservent le mieux. Néanmoins, dans le monde entier, ce sont des cibles de pression pour qu’elles abandonnent leurs terres afin de les libérer pour des projets d’extraction et agricoles [*industriels*] qui ne se préoccupent nullement de la dégradation de la nature et de la culture » (146).

En soutien à l’encyclique et à l’approche de la COP21 à Paris, les différentes conférences des Evêques du monde entier ont signé le 22 octobre un [appel](#) insistant pour que la COP21 assure « l’accès des populations à l’eau et à la terre pour avoir des systèmes alimentaires résilients et durables, qui donnent la priorité aux solutions trouvées par les personnes plutôt qu’au profit ».

Cette conférence a pour objectif de développer des stratégies pour soutenir et renforcer les communautés locales dans leur lutte pour stopper cette menace et pour construire de la résilience.

Notes pour les journalistes:

-[SCEAM](#) (basé à Accra), le Symposium des conférences épiscopales d’Afrique et Madagascar, est une association représentant toutes les conférences épiscopales catholiques d’Afrique et de ses îles. Depuis sa création en 1969, SCEAM s’est continuellement inquiétée des problèmes liés au développement humain. C’est pour cette raison que SCEAM a mis en place un département dédié à la Justice, la Paix et le Développement au sein de son secrétariat, à Accra (Ghana).

-[AEFJN](#) (basé à Bruxelles), Africa Europe Faith & Justice network, est l’organisation sœur d’AFJN et fut créé par des congrégations religieuses européennes sur des valeurs un ethos identique. AEFJN a été créé en 1988 afin



promouvoir des relations économiques plus équitables entre l'Europe et l'Afrique au moyen du plaidoyer politique. AEFJN est à ce jour composé de plus de 43 congrégations religieuses. AEFJN a récemment publié deux études de cas sur l'accaparement de terre et sur l'« extractivisme », respectivement au Sénégal et à Madagascar.

- **AFJN (basé à Washington)**, Africa Faith and Justice Network. Créé en 1983 en réponse à ce dont de nombreuses congrégations catholiques avaient été témoin en Afrique, AFJN a pour mission de promouvoir des relations plus justes et responsables entre les Etats Unis et les pays Africains et pour lutter contre les politiques défavorables à l'Afrique. AFJN compte 34 organisations membres. Depuis ses bureaux basés à Washington D.C., AFJN fait du plaidoyer auprès des membres du Congrès et de l'administration.

- **CIDSE (basé à Bruxelles)** est une alliance internationale d'agences de développement catholiques. Ses 17 organisations membres sont basées en Europe et en Amérique du Nord. Ensemble, elles combattent la pauvreté et les inégalités. CIDSE encourage gouvernements, entreprises, Eglises et institutions internationales à adopter des politiques et des pratiques favorables aux droits de l'homme, à la justice sociale et au développement durable.

Vous trouverez plus d'information sur le travail réalisé par la CIDSE [ici](#).

Contacts:

Présents sur place durant la conférence:

- Antony Mbandi, Coordinateur régional Justice Paix et Caritas, AMECEA justiceandpeace@amecea.org
- Pere Samuel de Jesus, secrétaire général adjoint, SECAM secam.jpdc@yahoo.com
- Aniedi Okure, Directeur Exécutif, AFJN director@afjn.org
- Chika Onyejiuwa, Secrétaire Exécutif, AEFJN, execsecretary@afjn.org
- Francois Delvaux, Chargé de plaidoyer sur l'alimentation, l'agriculture et le commerce durable delvaux@cidse.org

Basé à Bruxelles: Valentina Pavarotti, Chargée de communication: pavarotti@cidse.org